



Dans le cadre de la journée internationale pour le droit à l'avortement, MANIFESTONS PARTOUT POUR DÉFENDRE CE DROIT A Tours, LE SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025 à 14h

EN EUROPE : La Pologne n'autorise l'IVG qu'en cas de viol, inceste ou danger pour la vie de la mère. Malte a adopté en 2023 une loi autorisant l'IVG mais de manière très restrictive. En Hongrie, des restrictions majeures confinent à l'interdiction. Ces lois restrictives ont également des impacts sur la santé des personnes ayant des grossesses désirées. En Italie, l'extrême-droite a autorisé les militant-es anti-IVG d'entrer dans les cliniques d'avortement.

De nombreux pays dits démocratiques, poussés par la progression des extrêmes-droites, se désengagent de ce droit fondamental.

En France, peu de professionnel-les la pratiquent : 2,9% de généralistes et gynécologues et 3,5% des sages-femmes. Les déserts médicaux engendrent des disparités territoriales qui font que les Pays-Bas et l'Espagne sont devenus deux destinations privilégiées par les Français-es pour avorter : plus de 5000 personnes entre 2019 et 2023. (Source : « Exporting Abortion »).

AUX ÉTATS UNIS il y a TROIS ans, la Cour Suprême portait un coup redoutable contre ce droit fondamental. Dans de nombreux états, il est désormais impossible et illégal d'avorter ; ces restrictions ont déjà coûté la vie à Amber Thurman, 28 ans, décédée par manque de soins à la suite d'un avortement. Actuellement, les interdictions et restrictions touchent 21 états sur 50 : **UN IMPACT DISPROPORTIONNÉ SUR LES POPULATIONS MARGINALISÉES.**

EN AFRIQUE, les lois les plus restrictives exposent des millions de personnes à des avortements dangereux et clandestins : 6,2 millions d'avortement à risque causant au moins 15000 décès (Source : Amnesty International).

Le 27 septembre, nous afficherons haut et fort notre solidarité avec toutes les femmes et nos adèles du monde et en particulier celles des pays qui interdisent totalement ou partiellement le droit à l'avortement !

*Nous affirmerons que les extrêmes-droites sont partout un danger
immédiat pour les femmes, nos adèles et les droits humains.*

Nous réclamons :

- des moyens à mettre en œuvre pour améliorer les disparités territoriales d'accès aux soins
- la garantie du choix des méthodes pour l'IVG et la contraception,
- l'allongement du délai légal français, principale cause des déplacements à l'étranger,
- des professionnel-le-s mieux formé-es,
- la suppression de la clause de conscience spécifique à l'IVG,
- des campagnes publiques d'information sur les droits sexuels et reproductifs ainsi que les séances d'éducation à la vie affective et sexuelle en milieu scolaire prévues par la loi du 4 juillet 2001 relative à l'IVG et à la contraception,
- des choix politiques qui augmentent les budgets pour la santé.

Le Réseau Féministe 37 se joint à l'appel du Collectif « Avortement en Europe, les femmes décident » à manifester partout en France pour défendre le droit à l'avortement.

**RDV à Tours le Samedi 27 septembre à 14h
devant le CCCOD rue Nationale**

Premiers signataires dans le 37: Réseau Féministe, Stop Harcèlement de Rue, Le Planning familial 37, Collectif santé, OST, Actions Féministes Tours, Greenpeace, L'Antivol, Solidaires, FSU, FSE, CGT, Confédération Paysanne, LFI, Les Jeunes Insoumi-e-s, NPA, UCL, les Ecologistes, CATDP, PCOF,...

